

N° 01/2015

*recherches &
documents*

février 2015

L'art de la 'ligne rouge'

BRUNO TERTRAIS, *Maître de recherche, Fondation pour la Recherche Stratégique*

Édité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique
4 bis rue des Pâtures – 75016 PARIS

ISSN : 1966-5156
ISBN : 978-2-911101-82-3
EAN : 9782911101823

SOMMAIRE

POURQUOI LES LIGNES ROUGES SONT-ELLES FRANCHIES ?	7
LES DILEMMES DE LA POLITIQUE DES LIGNES ROUGES	18
FAUT-IL RENONCER AUX LIGNES ROUGES ?	20
UN EXERCICE D'EQUILIBRISME DELICAT	24

Au cours des deux dernières années, l'expression « ligne rouge » est devenue courante dans l'actualité internationale. Elle a notamment été utilisée à propos du programme nucléaire de l'Iran, de l'emploi par la Syrie d'armes chimiques, et de la crise ukrainienne.

Si son emploi est de plus en plus fréquent, il recouvre une situation bien connue de la vie politique : il s'agit de prévenir un événement considéré comme inacceptable. L'expression implique toujours une interaction entre au moins deux agents de la scène internationale, et suggère l'idée d'un fait ou d'un acte de nature à changer la donne. Mais elle peut avoir plusieurs significations distinctes. Elle est employée par exemple en diplomatie pour définir une position interne (« notre ligne rouge devrait être... ») lors de la préparation d'une négociation, ou pour suggérer que telle ou telle concession serait inacceptable. Par exemple, l'Iran affirme que le maintien de sa capacité d'enrichissement de l'uranium est une « *ligne rouge* » qu'il ne s'autorisera pas à franchir dans le cadre d'un accord avec la communauté internationale¹. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP), pour sa part, considère que « *la Ligne verte* [la ligne d'armistice de 1949, NDA] est une *ligne rouge* » dans les négociations devant mener à la création d'un Etat palestinien². De même l'expression est-elle utilisée en privé par les gouvernements pour définir le seuil à partir duquel telle ou telle action serait entreprise (par exemple un *casus belli*, ou les termes précis d'un engagement envers un allié). Ainsi a-t-on pu, dans le chaos moyen-oriental actuel, suggérer que la déstabilisation de la Jordanie serait une « *ligne rouge* », notamment pour Israël³.

C'est d'ailleurs en Israël – pays qui pratique depuis des décennies, avec un succès inégal, une politique constante de dissuasion envers ses adversaires étatiques et non étatiques – que l'expression a sans doute été la plus utilisée depuis les années 1970⁴. Les lignes rouges du pays sont souvent non déclarées publiquement et ne sont communiquées à l'adversaire qu'au moyen d'actions coercitives, ayant pour but de favoriser dans l'esprit un processus d'apprentissage de la dissuasion (par exemple, dans la crise syrienne actuelle, les frappes israéliennes pour signifier l'interdiction des livraisons d'armements stratégiques par la Syrie ou l'Iran vers le Hezbollah). Ces lignes

1 Selon un responsable iranien anonyme, « *notre Guide suprême (...) a fixé une ligne rouge pour les négociateurs et ceci ne peut pas changer et doit être respecté (...) L'enrichissement de l'uranium doit être poursuivi et aucun des sites nucléaires ne sera fermé* ». Cité in Louis Charbonneau and Parisa Hafesi, « Exclusive: Iran digs in heels on nuclear centrifuges at Vienna talks – envoys », Reuters, 18 juin 2014. Cherchant à mettre en valeur le fait que les Etats-Unis ne déploieraient pas de forces terrestres en Irak, le Secrétaire d'Etat John Kerry a parlé de « *ligne rouge* » que Washington ne franchirait pas. Cité in Helene Cooper, « Obama Enlists 9 Allies to Help in the Battle Against ISIS », *The New York Times*, 5 septembre 2014.

2 Palestine Liberation Organization, Negotiations Affairs Department, *The Green Line is a Red Line: The 1967 Border and the Two-State*, Fact Sheet, non datée.

3 David Rothkopf, « The real red line in the Middle East », *Foreign Policy*, 30 juin 2014.

4 Elle est également utilisée en Israël dans un autre contexte : la « ligne rouge » (kav adom) du lac de Tibériade est la ligne (-213 mètres sous le niveau de la mer) en deçà de laquelle le réapprovisionnement naturel du lac en eau douce devient problématique et il n'est plus permis de pomper dans le lac. Shoshana Kordova, « Word of the Day / Kav Adom: don't cross that line. The red one », *Haaretz*, 6 décembre 2012.

rouges israéliennes sont parfois aussi communiquées directement à l'adversaire de manière privée et discrète, si nécessaire à travers un intermédiaire⁵.

D'autres pays ont procédé de la sorte au Moyen-Orient. Dans les années 1980, les dirigeants du Hezbollah furent dissuadés de s'en prendre aux Soviétiques présents au Liban à la suite d'une démonstration faite par Moscou : les services de renseignement soviétiques s'en étaient pris au fils d'un important dignitaire religieux et l'avaient mutilé après un attentat visant la représentation diplomatique du pays⁶. Dans les années 1990, les services de renseignement américains avaient procédé à une « *opération de renseignement* » pour dissuader l'Iran de s'en prendre de nouveau aux intérêts américains après l'attentat de Khobar Towers (logements américains sur le territoire saoudien) en 1996 ; la nature de cette opération n'a pas été rendue publique – il semble qu'il s'agissait de menacer Téhéran de révéler l'identité de tous les agents iraniens dans la région connus des services américains – mais l'avertissement fut parfaitement entendu⁷.

L'analyse proposée ici se réfère à une définition restrictive des lignes rouges : il s'agit de *la manipulation des intentions adverses à travers des déclarations (essentiellement) publiques dans un but de dissuasion, se référant au franchissement délibéré d'un seuil de l'inacceptable par l'adversaire, et à la promesse d'une action spécifique s'il passait outre.*

Cette définition se réfère à un processus dynamique (qui la distingue par exemple des lignes rouges diplomatiques à vocation purement interne évoquées plus haut). Le seuil en question peut relever d'une escalade militaire ; il est alors vertical (par exemple l'usage d'armes chimiques par la Syrie) ou horizontal (par exemple l'attaque d'un allié, ou le franchissement par un agresseur d'une ligne géographique tracée par le défenseur)⁸. Il peut également se référer à la production de matières sensibles (par exemple la qualité ou la quantité d'uranium enrichi produit par l'Iran), ou à l'exportation de technologies non conventionnelles (par exemple le transfert d'installations ou de matières nucléaires par la Corée du nord), ou encore à une décision politique (par exemple une déclaration unilatérale d'indépendance par Taiwan)⁹.

⁵ Voir Micha Bar, *Les lignes rouges dans la stratégie israélienne de dissuasion* (en hébreu), Tel Aviv, Ma'arachot, 1990.

⁶ Strategic Advisory Group, US Strategic Command, *Essentials of Post-Cold War Deterrence*, 1995, p. 4.

⁷ Richard Clarke & Steven Simon, « Bombs that would backfire », *The New York Times*, 13 avril 2006 ; et Richard Clarke, *Against All Enemies. Inside America's War on Terror*, New York, Free Press, 2004, pp. 120-129.

⁸ Sur le premier point, par exemple, on parle souvent de « ligne rouge » pour évoquer l'engagement américain à défendre Israël. En 1975, le ministre de la Défense israélien Ygal Allon avait utilisé l'expression « *ligne rouge* » pour définir la survie du pays aux yeux de Washington (United Press International, « Allon Cautions US on Talks », 19 juin 1975). Plus récemment, M. Obama a évoqué le respect par l'Égypte de son traité de paix avec Israël comme étant une « *ligne rouge* » : « *Ils doivent respecter leur traité avec Israël. C'est une ligne rouge pour nous, car c'est non seulement la sécurité d'Israël qui est en jeu, mais aussi notre propre sécurité (...)* » (*Presidential Debate in Boca Raton*, 22 octobre 2012). Sur le deuxième point, l'expression « *ligne rouge* » avait été utilisée par la France pour évoquer le seuil que la Libye ne devait pas franchir pour s'en prendre au Tchad (le 15^{ème} parallèle en 1983, puis le 16^{ème} l'année suivante). De même la « *ligne rouge de Damara* », à 75 kilomètres de Bangui, est-elle la ligne établie fin 2012 par les forces de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, qui protège la capitale des rebelles de la Séléka.

⁹ Par exemple, le président américain George W. Bush avait déclaré en 2008 : « *Et j'ai été très clair sur le fait qu'il y a des lignes rouges pour les Etats-Unis sur cette question, il ne faut pas qu'il y ait de déclaration*

L'analyse des raisons pour lesquelles les lignes rouges échouent ou réussissent relève donc de l'étude de la dissuasion : il s'agit bel et bien d'éviter une action adverse à travers la menace de rétorsion (dissuasion par « menace de représailles »), ou bien, plus rarement, par des actions visant à empêcher l'adversaire de parvenir à ses fins (dissuasion par « promesse d'interdiction »)¹⁰. La notion voisine d'ultimatum est d'une toute autre nature : il s'agit alors de coercition, non de dissuasion ; on cherche à forcer un acteur à faire quelque chose, non à l'empêcher de commettre un acte.

Au vu de leur importance dans la vie internationale, il est utile de tenter de comprendre quand et comment il peut être approprié (si tant est que cela soit le cas, car la notion même de ligne rouge est souvent très critiquée) de procéder à une telle action pour dissuader un adversaire.

POURQUOI LES LIGNES ROUGES SONT-ELLES FRANCHIES ?

La diplomatie des lignes rouges fait l'objet d'un bilan mitigé. Bien souvent, comme on le verra plus loin, le traçage d'une ligne rouge ne suffit pas à dissuader un adversaire – soit parce que le seuil à ne pas franchir ou les conséquences de ce franchissement n'étaient pas bien définies, soit parce que la détermination du défenseur n'était pas manifeste, soit encore parce que la pénalité encourue n'était pas suffisante pour dissuader. De plus, les lignes rouges peuvent avoir des effets pervers ou indésirables.

Les lignes rouges échouent lorsque le seuil ou les conséquences de leur franchissement ne sont pas clairs

La première raison de l'échec des lignes rouges est une explication classique des conflits : les protagonistes ne se sont pas compris, en raison de l'incapacité ou du manque de capacité du défenseur à communiquer clairement ce qu'il souhaite éviter ou les conséquences de l'action adverse. C'est la raison pour laquelle de nombreuses guerres ont éclaté au cours de l'Histoire¹¹.

Un tel manque de clarté peut concerner les circonstances précises qui déclencheraient l'action du défenseur. Par exemple, la plupart des Etats font savoir qu'une agression militaire délibérée contre leur territoire souverain reviendrait à franchir une ligne rouge et ferait l'objet d'une riposte de même nature. La ligne rouge est alors tout simplement la frontière internationale, généralement considérée comme inviolable¹². Mais la situation est souvent plus complexe. Les frontières ne sont pas toujours bien délimitées,

unilatérale d'indépendance (...) ». George W. Bush, *Interview With Foreign Print Journalists*, 30 juillet 2008. Sur un thème voisin, le président syrien Bachar El-Assad avait qualifié en 2004 de « ligne rouge » la création d'un Etat kurde indépendant (*Entretien avec la chaîne CNN-Türk*, 8 janvier 2004).

¹⁰ On se réfère ici à la distinction proposée par Glenn Snyder (voir Glenn H. Snyder, *Deterrence by Denial and Punishment*, Princeton, Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Center of International Studies, Princeton University, 1959).

¹¹ Voir par exemple Geoffrey Blaney, *The Causes of War*, New York, The Free Press, 1988, chapitre 3.

¹² L'inviolabilité des frontières est un principe général du droit international. Leur intangibilité est un concept différent : il est appliqué lors de l'indépendance d'un Etat (le principe étant que des frontières internes deviennent des frontières internationales, selon la règle *uti possidetis*) et peut être consacré par des instruments conventionnels (cf. la décision de l'Organisation de l'Unité Africaine en 1964 pour limiter les différends frontaliers entre Etats issus de la décolonisation).

et leurs tracés font parfois l'objet de différends. Les choses sont encore plus floues pour les frontières maritimes : non seulement ces dernières ne sont-elles quasiment jamais démarquées de manière visible, mais nombre d'entre elles sont l'objet de différends juridiques et politiques. La frontière russo-japonaise dans les années 1930 est un bon exemple (guerres de 1938 et 1939). Autre exemple : la « Ligne de contrôle » séparant l'Inde et le Pakistan au Cachemire, établie en 1971, laissait une zone grise dans la région du Siachen, qui vit ensuite chaque partie tenter d'y conquérir des positions. Que veut dire exactement « attaquer le Japon (ou la Chine, les Philippines, Taiwan, le Vietnam...) », dans de telles circonstances ?

Et *quid* de possessions distantes au statut particulier ? Prenons le cas des îles Malouines, attaquées par l'Argentine en 1982. Il s'agissait d'un Territoire Britannique d'Outremer (*British Overseas Territory*). Londres n'avait jamais clairement signifié que le Royaume-Uni serait prêt à se battre pour lui tout autant que si la Grande-Bretagne elle-même avait été attaquée – et Buenos-Aires n'avait donc pas de raison manifeste de penser que ce serait le cas.

Enfin, même si la ligne elle-même est clairement tracée (cas d'une frontière ou ligne de cessez-le-feu terrestre bien délimitée et ne faisant pas l'objet de différend), la définition exacte de ce qu'est une agression – le franchissement de la ligne – peut poser problème. Le recours par certains pays à des milices ou à des groupes non-étatiques pour agir sur le territoire pays voisin peut être un moyen de tenter de contourner ou de brouiller le tracé de la ligne afin par exemple de conquérir des positions. Cela avait été la stratégie adoptée par l'Italie en 1936 (violation de l'Accord de non-intervention dans la guerre d'Espagne). Plus près de nous, on a vu le Pakistan en 1999 (crise de Kargil), ainsi que la Russie en 2014 (crise ukrainienne), y avoir recours.

La ligne rouge tracée par le président américain Barack Obama en août 2012 à propos des armes chimiques syriennes était particulièrement peu claire. Obama avait dit : « *Une ligne rouge, pour nous, ce serait de constater qu'un paquet d'armes chimiques sont déplacées ou sont utilisées (...) si nous constatons du mouvement sur le front des armes chimiques ou bien l'emploi d'armes chimiques* »¹³. L'expression « un paquet » (*a whole bunch*) semblait improvisée, et avait sans doute rendu perplexes les dirigeants syriens. Et que voulait dire exactement « *du mouvement* » ? A l'époque, ce n'était pas clair du tout. On sait maintenant que la déclaration publique de M. Obama avait bel et bien été improvisée : elle allait au-delà de la politique qui avait été définie par l'administration les semaines précédentes, à la surprise des conseillers du président...¹⁴

Lorsque l'on essaye de comprendre pourquoi la dissuasion échoue, le manque de définition précise des conséquences du franchissement de la ligne rouge peut aussi être un facteur important. De manière générale, et toutes choses égales par ailleurs, les menaces vagues impressionneront moins que les menaces spécifiques. Comme le souligne Richard Ned Lebow, « *les engagements souples, qui semblent limiter le coût*

¹³ Cité in CNN Wire Staff, « Obama Warns Syria Not to Cross Red Line », *CNN.com*, 21 août 2012.

¹⁴ Voir Peter Baker et al., « Off-the-Cuff Obama Line Put U.S. in Bind on Syria », *The New York Times*, 4 mai 2013.

du désengagement pour celui qui profère la menace dissuasive, ont peu de chances d'être interprétés comme des signes impressionnants de résolution »¹⁵.

En 1950, Pékin avait ainsi tenté de dissuader les Etats-Unis de franchir le 38^{ème} Parallèle en avançant vers le nord en déclarant que la Chine « *verrait d'un très mauvais œil* » un tel événement¹⁶. On ne peut pas dire que la menace était très claire – et Washington ne la prit d'ailleurs guère au sérieux, de même pour les premières déclarations américaines sur Cuba en 1962. Au mois de septembre, le président Kennedy avait déclaré que si des armes stratégiques étaient déployées sur l'île, « *les problèmes les plus graves pourraient alors survenir* »¹⁷. Il n'y avait sans doute pas là de quoi impressionner M. Khrouchtchev. Plus proche de nous, à la fin des années 1990, les avertissements américains à destination de Belgrade à propos du Kosovo faisaient seulement état d'une intention de « *riposter* » ou « *d'agir immédiatement* » si la Yougoslavie employait la force sur ce territoire¹⁸. Ce n'était à l'évidence pas suffisant. Quelques années plus tard, le président américain George W. Bush avait tenté de dissuader solennellement la Corée du nord à propos d'éventuelles exportations de technologies nucléaires ; mais il s'était contenté de dire que si Pyongyang passait outre, « *nous tiendrions la Corée du nord pour pleinement responsable des conséquences d'une telle action* »¹⁹. Pensait-il sérieusement que le clan Kim en serait impressionné ? Il n'y a guère lieu de s'étonner, au vu du caractère plutôt vague de cette menace, que la Corée du nord ait poursuivi en secret – on l'ignorait en effet à l'époque – la construction d'un réacteur nucléaire en Syrie.

Les conséquences promises par les Etats-Unis en 2012 en cas d'emploi d'armes chimiques par la Syrie n'étaient guère plus claires. Le déplacement ou l'utilisation de telles armes, avait dit Barack Obama, « *changerait mon calcul ; cela changerait mon équation. (...) Il y aurait d'énormes conséquences* »²⁰. Cela avait été interprété par les commentateurs comme une menace d'action militaire. Mais l'on sait maintenant qu'à l'époque, l'administration américaine pensait surtout à armer l'opposition... En tout cas, les dirigeants syriens ne savaient sans doute pas à quoi s'en tenir. Une autre déclaration d'Obama quelques mois plus tard n'était guère plus précise : « *L'emploi des armes chimiques est et serait totalement inacceptable. Et si vous commettez l'erreur tragique d'employer ces armes, il y aura des conséquences et vous serez tenus pour*

¹⁵ Richard N. Lebow, *Between Peace and War: The Nature of International Crisis*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981, p. 85.

¹⁶ Cité in P.K. Rose, « Two Strategic Intelligence Mistakes in Korea, 1950 », *Central Intelligence Agency, Studies in Intelligence*, Automne-Hiver 2001.

¹⁷ *Statement by President John F. Kennedy on Cuba*, US Department of State, *Bulletin*, Volume XLVII, No. 1213, 24 septembre 1962, p. 450.

¹⁸ Cité in « Crisis in the Balkans: Statements on the United States' Policy Towards Kosovo », *The New York Times*, 18 avril 1999.

¹⁹ *President Bush's Statement on North Korea Nuclear Test*, 9 octobre 2006.

²⁰ Cité in CNN Wire Staff, « Obama Warns Syria Not to Cross Red Line », *CNN.com*, 21 août 2012. La première utilisation de l'expression « ligne rouge » par les Etats-Unis dans ce contexte avait été faite par le porte-parole du Département d'Etat George Little le mois précédent : « *Nous les avertissons solennellement contre toute intention d'employer ces armes. Ceci équivaudrait au franchissement d'une importante ligne rouge* ». Cité in Stanley Kurtz, « The Frightening Truth About Syria's WMDs », *National Review Online*, 3 septembre 2013.

responsables »²¹. Ce n'est qu'en juin 2013, quand Washington admit publiquement que l'emploi d'armes chimiques était avéré, que l'administration fit savoir qu'elle envisageait d'armer la rébellion²². Mais sans exclure la possibilité d'une action militaire...

Autre exemple, cette fois à propos de l'Iran : les lignes rouges successives tracées par les gouvernements israéliens depuis 2002 ont rarement été assorties de l'annonce de mesures spécifiques en réaction au franchissement par Téhéran de ces lignes rouges²³. (La menace d'action militaire contre l'Iran a naturellement été agitée à de multiples reprises par Israël, mais en général sans référence à un seuil précis).

On peut trouver bien d'autres exemples de vagues mentions du caractère soi-disant « inacceptable » ou « intolérable » de tel ou tel geste ou décision adverse dans les déclarations américaines de politique étrangère des vingt-cinq dernières années²⁴.

Enfin, celui qui trace une ligne rouge ne sera pas pris au sérieux si sa politique apparaît incohérente voire contradictoire. Par exemple, les avertissements israéliens à Damas depuis le début du conflit en 2011 – ne pas attaquer le territoire israélien faute de quoi le régime lui-même se mettrait en danger – n'avait guère de quoi convaincre le régime syrien dans la mesure où, dans le même temps, les responsables israéliens faisaient savoir que Bachar El-Assad était moins pire que les alternatives concevables... (La Syrie a d'ailleurs tiré plusieurs fois sur le plateau du Golan en rétorsion suite à des raids israéliens sur son territoire²⁵).

Les lignes rouges échouent si l'adversaire n'est pas convaincu de la détermination de celui qui les trace

Autre raison majeure d'échec de la politique des lignes rouges : lorsque l'adversaire n'est pas convaincu qu'il subira effectivement des représailles s'il franchit la ligne. Cette perception de faiblesse peut exister soit du fait du caractère très vague de la rétorsion promise, soit en raison de la « réputation » du dirigeant ou du régime ayant tracé la ligne.

Les travaux universitaires ne permettent pas de dégager de consensus sur l'importance de la question de la réputation dans la vie politique internationale²⁶. Il semble toutefois qu'elle ne soit pas négligeable. Il existe de nombreux exemples documentés d'une influence de la perception du comportement passé d'un acteur sur une décision

²¹ Cité in Josh Rogin, « Exclusive: Secret State Department cable: Chemical weapons used in Syria », *Foreign Policy*, 15 janvier 2013.

²² Mark Mazzetti et al., « US is Said to Plan to Send Weapons to Syrian Rebels », *The New York Times*, 13 juin 2013.

²³ Yoel Guzansky, « Thin Red Lines: The Syrian and Iranian Contexts », *Strategic Assessment*, vol. 16, n° 2, juillet 2013.

²⁴ Pour une liste d'exemples, voir Rosa Brooks, « Would Machiavelli Have Drawn a Red Line? », *Foreign Policy*, 2 mai 2013.

²⁵ Yoel Guzansky, « Thin Red Lines: The Syrian and Iranian Contexts », *Strategic Assessment*, vol. 16, n° 2, juillet 2013.

²⁶ Voir en particulier Jonathan Mercer, *Reputation and International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1996 ; Paul K. Huth, « Reputations and Deterrence: A Theoretical and Empirical Assessment », *Security Studies*, vol. 7, n° 1, automne 1997.

subséquente prise par un autre acteur. Ainsi la garantie de sécurité octroyée en mars 1939 par Londres et Paris à la Pologne n'avait-elle guère impressionné Hitler, du fait du comportement du Royaume-Uni et de la France lors de la crise tchécoslovaque (1938). De même l'avertissement chinois à Washington en 1950 à propos de la Corée n'avait-il pas été pris au sérieux par les Etats-Unis : outre son caractère vague (*cf. supra*), le jeune régime chinois était perçu comme faible et dépendant de Moscou²⁷. L'avertissement donné à l'Union soviétique par Kennedy en 1962 avait laissé Khrouchtchev de marbre, car le président américain était perçu comme faible par Moscou du fait de son comportement lors de la crise de Berlin l'année précédente²⁸. L'Argentine s'était estimée encouragée à agir aux Malouines du fait de la mollesse de la réaction britannique à l'occupation de l'île de South Thule en 1976²⁹. L'avertissement de Barack Obama à la Syrie à propos des armes chimiques avait peu de chance de troubler Damas du fait de l'image du président américain – celui d'un responsable politique peu enclin à prendre des risques et en particulier à employer la force militaire au Moyen-Orient – d'autant plus que l'opinion publique américaine est désormais majoritairement réticente aux interventions militaires.

Comme le dit un commentateur, lorsqu'il s'agit de lignes rouges – et de dissuasion en général – « *le simple fait d'avoir la capacité d'infliger des souffrances et de communiquer cette capacité ne suffit pas* »³⁰.

Un problème supplémentaire apparaît lorsque la ligne rouge est déplacée. L'acteur qui tente de faire jouer la dissuasion perd alors en crédibilité :

- ✓ La Corée du nord fut probablement encouragée à poursuivre son programme nucléaire du fait de l'absence de réaction vigoureuse des Etats-Unis après que les avertissements américains successifs furent ignorés par Pyongyang. En 1994, l'administration Clinton avait averti que le retraitement du combustible irradié (pour produire du plutonium) serait une « ligne rouge » pour les Etats-Unis susceptible de déclencher une « action militaire »³¹. Mais Washington ne fit rien lorsque la Corée du nord commença sa production de plutonium en 2002. Quatre ans plus tard, le président George W. Bush avertit solennellement Pyongyang : il serait inacceptable que le pays exporte des matières ou de la technologie nucléaires. Pourtant, lorsque Washington fut informé quelques mois plus tard de la découverte d'un réacteur en construction en Syrie, l'administration ne réagit pas. Au grand dam du vice-président Dick Cheney, qui estimait que le

²⁷ P.K. Rose, « Two Strategic Intelligence Mistakes in Korea, 1950 », Central Intelligence Agency, *Studies in Intelligence*, automne-hiver 2001.

²⁸ Voir Frederick Kempe, *Berlin 1961. Kennedy, Khrushchev, and the Most Dangerous Place on Earth*, New York, G.P. Putnam's Sons, 2011.

²⁹ Tory J. Beattie, *Conventional Deterrence and the Falklands Islands Conflict* (thèse de doctorat), Monterey, US Naval Postgraduate School, Mars 2010.

³⁰ Benjamin Alter, « Doing Red Lines Right », *The National Interest*, 12 septembre 2013.

³¹ Prepared Statement by the Honorable William Perry, Senior Fellow at the Hoover Institution, Former Secretary of Defense, *North Korea. Briefing and Hearing before the Committee on Foreign Affairs*, House of Representatives, 110th Congress, 1st Session, January 18 and February 28, 2007, Serial n° 110-115, Washington, USGPO, 2007, p. 15.

bombardement de ce réacteur « signifierait que nos lignes rouges veulent dire quelque chose »³².

- ✓ De même, l'Iran a-t-il pu constater qu'il pouvait franchir des lignes rouges israéliennes successives sans être exposé à une attaque militaire, ce qui n'a pu que l'encourager à poursuivre son programme nucléaire³³.
- ✓ L'avertissement du président Obama à propos du « mouvement » d'armes chimiques syriennes fut clarifié fin 2012 : il devait être interprété comme signifiant en fait « transfert à un groupe terroriste » ou « préparation en vue de l'emploi des armes »³⁴. Puis il sembla disparaître purement et simplement. Par la suite, en effet, le président américain se contenta de souligner la seule hypothèse de l'emploi (et non plus celle du déplacement) : « Si vous commettez l'erreur tragique d'utiliser ces armes, il y aura des conséquences et vous aurez à répondre de vos actes »³⁵.

Comme le dit un ancien responsable israélien, « j'ai vu bien des décideurs mépriser les lignes rouges et, au moment de vérité, devenir daltoniens »³⁶.

Les lignes rouges échouent lorsque la pénalité encourue n'est pas supérieure au bénéfice escompté par son franchissement

Enfin, et c'est ici aussi un problème classique dans le domaine de la dissuasion, même lorsque la ligne est claire, la pénalité bien définie et le défenseur manifestement déterminé, l'adversaire peut estimer que le prix vaut la peine d'être payé.

Un exemple classique est celui de la guerre du Kippour en 1973. Le président égyptien Anouar El-Sadate savait pertinemment que s'en prendre à Israël ne manquerait pas de susciter une forte riposte militaire. Mais il estimait qu'en dépit d'une probable défaite sur le champ de bataille, il restaurerait le prestige et la réputation de son pays et changerait ainsi la donne politique au Proche-Orient. (De manière intéressante, il s'abstint toutefois de franchir la ligne d'armistice de 1949, qui pouvait être la ligne rouge déclenchant une riposte nucléaire israélienne, ce qui suggère qu'il l'avait sans doute prise en compte³⁷).

³² M. Cheney avait déclaré après avoir quitté ses fonctions : « Cela aurait signifié aux Nord-Coréens qu'ils ne peuvent pas distribuer impunément leur technologie nucléaire. Cela aurait signifié que nos lignes rouges veulent dire quelque chose ». Cité in Peter Baker, *Days of Fire. Bush and Cheney in the White House*, New York, Doubleday, 2013, p. 553.

³³ Voir Graham Allison, « Red Lines in the Sand », *Foreign Policy*, 11 octobre 2010.

³⁴ Cité in David E. Sanger & Eric Schmitt, « U.S. Shifting Its Warning on Syria's Chemical Arms », *The New York Times*, 6 décembre 2012.

³⁵ Cité in Josh Rogin, « Exclusive: Secret State Department cable: Chemical weapons used in Syria », *Foreign Policy*, 15 janvier 2013.

³⁶ Michael Herzog, « Beyond the Red Line », *Haaretz*, 12 octobre 2012.

³⁷ La relation de causalité entre le statut nucléaire d'Israël, présumé à l'époque par Le Caire, et la décision du président Sadate de limiter les objectifs de l'armée égyptienne, est attestée par les témoignages de responsables égyptiens. Voir par exemple T. V. Paul, *The Tradition of Nonuse of Nuclear Weapons*, Stanford, Stanford University Press, 2009, pp. 147-148.

En 1981, le Premier ministre israélien Menahem Begin avertit qu'Israël ne permettrait pas à ses ennemis de développer des armes de destruction massive³⁸. Pourtant, c'est exactement ce que firent ou continuèrent de faire plusieurs d'entre eux. L'Irak, l'Iran, la Libye et la Syrie ont ou ont eu des programmes nucléaires ou chimiques à vocation militaire alors même que la détermination israélienne était claire et que sa volonté d'utiliser la force si nécessaire était manifeste : le pays venait à l'époque de détruire le réacteur irakien Osirak, construit par la France. Le développement – généralement en secret – de tels moyens était sans doute trop important pour eux pour y renoncer, même si cela voulait dire un risque militaire à plus ou moins long terme.

Les avertissements américains vis-à-vis du Kosovo ne dissuadèrent pas le président yougoslave Slobodan Milosevic de s'en prendre à la province dans les années 1998-1999. Une explication possible est que ces avertissements étaient devenus moins clairs au fil des années et que Belgrade avait pu penser que les termes de l'avertissement solennel de 1992 (*cf. infra*) étaient encore valides. Mais il se peut aussi qu'après la sécession de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie, le sort du Kosovo – qui avait une place majeure dans l'histoire serbe – était perçu comme trop important par Belgrade pour que la Yougoslavie renonce à son contrôle, même au risque d'une intervention occidentale.

Les lignes rouges encouragent l'adversaire à agir « sous le seuil »

Le deuxième problème des lignes rouges est qu'elles peuvent en fait encourager l'action de l'adversaire en deçà de la ligne ou « sous le seuil ». Il peut estimer que « tout est permis » tant que la ligne n'est pas franchie.

L'exemple historique qui vient immédiatement en tête est celui du Secrétaire d'Etat américain Dean Acheson qui avait signifié implicitement en 1950 que la péninsule coréenne ne faisait pas partie du « *périmètre défensif* » des Etats-Unis, ce qui avait incité la Corée du nord et ses soutiens à penser que Washington ne défendrait pas son allié sud-coréen³⁹. Mais d'autres exemples sont faciles à trouver :

- ✓ En 1961, John Kennedy avait donné le sentiment à Nikita Khrouchtchev que sa seule ligne rouge était une invasion soviétique des secteurs occidentaux (Berlin-Ouest), suggérant implicitement qu'une séparation forcée et qu'un isolement de la partie occidentale de la ville ne serait pas inacceptable aux yeux de Washington. « *Le message cohérent qu'il avait envoyé à Khrouchtchev – directement [lors du sommet de] Vienne et indirectement par la suite au travers de déclarations publiques et de diplomatie parallèle – était que le leader soviétique pouvait faire tout ce qu'il voulait sur le territoire qui était sous son contrôle tant qu'il ne touchait pas à Berlin-Ouest ou à l'accès des alliés à la ville* »⁴⁰.

³⁸ La déclaration de Menahem Begin était la suivante : « *Dites à vos amis, dites à toute personne que vous rencontrerez, que nous défendrons notre peuple avec tous les moyens à notre disposition. Nous ne permettrons à aucun ennemi de développer des armes de destruction massive dirigées contre nous.* » Cité in Shlomo Nakdimon, *First Strike: The Exclusive Story of How Israel Foiled Iraq's Attempt to Get the Bomb*, New York, Summit Books, 1987, p. 240.

³⁹ Dean Acheson, *Speech on the Far East*, National Press Club, Washington, 12 janvier 1950.

⁴⁰ Frederick Kempe, *Berlin 1961. Kennedy, Khrushchev, and the Most Dangerous Place on Earth*, New York, G.P. Putnam's Sons, 2011, p. 488.

- ✓ En juillet 1990, l'ambassadrice américaine April Glaspie avait dit à Saddam Hussein, lors d'un entretien officiel, que le différend entre l'Irak et ses voisins ne concernait pas l'Amérique et que les Etats-Unis n'avaient pas de position sur le sujet, laissant le leader irakien croire qu'il pouvait s'en prendre au Koweït sans risque (d'autant plus que le Département d'Etat avait souligné auprès de Saddam Hussein qu'il n'existait pas d'engagement américain de défense de ce pays)⁴¹.
- ✓ En janvier 1991, le président George H. W. Bush avait signifié, dans une lettre à Saddam Hussein, que les Etats-Unis ne toléreraient ni la destruction des champs pétroliers koweïtiens, ni l'organisation d'actes de terrorisme contre des membres de la coalition qui s'apprêtait à libérer le Koweït, ni l'emploi d'armes chimiques ou biologiques⁴². Néanmoins, lors de son entretien avec le ministre des Affaires étrangères Tarek Aziz, le Secrétaire d'Etat américain James Baker (au cours duquel il lui avait remis la lettre du président américain, que son interlocuteur avait refusé de prendre) n'avait mis en exergue que le troisième scénario, laissant ainsi croire que les deux autres étaient moins importants aux yeux des Etats-Unis; cela a pu encourager Bagdad à mettre le feu aux puits de pétrole koweïtiens.
- ✓ En décembre de l'année suivante, le même M. Bush avait émis ce qui avait été appelé à l'époque « l'avertissement de Noël » : une lettre au président yougoslave Slobodan Milosevic précisant que « *dans l'hypothèse d'un conflit au Kosovo causé par une action serbe, les Etats-Unis seraient prêts à employer la force militaire contre les Serbes au Kosovo et en Serbie proprement dite* »⁴³. Cela avait sans doute été perçu comme un feu vert indirect pour une intervention dans la guerre de Bosnie, qui avait éclaté quelques mois plus tôt (et dans laquelle Belgrade soutenait les séparatistes serbes).
- ✓ L'avertissement solennel du président américain George W. Bush en 2006 concernant « *le transfert d'armes ou de matières nucléaires par la Corée du nord à des Etats ou entités non-étatiques* » avait pu être compris par Pyongyang comme un acquiescement de fait à son programme nucléaire en tant que tel⁴⁴.
- ✓ Certaines déclarations chinoises sont encore plus encourageantes pour les dirigeants nord-coréens : selon une déclaration récente du ministre des Affaires étrangères M. Wang Ji, « *nous avons une ligne rouge : nous ne permettrons pas la guerre ou l'instabilité sur la péninsule coréenne* »⁴⁵. Prise au pied de la lettre, cette déclaration signifie que les provocations nucléaires nord-coréennes restent dans la limite de ce qui est tolérable aux yeux de Pékin.

⁴¹ « *Nous n'avons pas d'opinion sur les conflits intra-arabes, tels que votre différend frontalier avec le Koweït* ». Cité in John J. Mearsheimer & Stephen M. Walt, « An Unnecessary War », *Foreign Policy*, 1^{er} janvier 2003.

⁴² Texte in George H. W. Bush & Brent Scowcroft, *A World Transformed*, New York, Knopf, 1998, p. 442.

⁴³ Cité in « Crisis in the Balkans: Statements on the United States' Policy Towards Kosovo », *The New York Times*, 18 avril 1999.

⁴⁴ « *Le transfert d'armes ou de matières nucléaires par la Corée du nord à des Etats ou entités non-étatiques serait considéré comme une grave menace contre les Etats-Unis, et nous tiendrions la Corée du nord comme pleinement responsable des conséquences d'une telle action* ». *President Bush's Statement on North Korea Nuclear Test*, 9 octobre 2006.

⁴⁵ « China draws 'red line' on North Korea, says won't allow war on peninsula », *Reuters*, 8 mars 2014.

- ✓ Les déclarations américaines visant à dissuader l'Iran d'obtenir une arme nucléaire (*cf. infra*) ont pu être interprétées à Téhéran comme un *nihil obstat* implicite à l'obtention de tous les éléments nécessaires à la fabrication d'une telle arme.
- ✓ Les tentatives américaines de dissuader la Syrie d'utiliser des armes chimiques ont pu conforter Damas dans l'idée qu'une répression massive de la rébellion serait tolérable pour Washington. (C'est ce que suggère le sénateur américain John McCain : pour lui, « *la ligne rouge d'Obama [était] est un feu vert pour Assad* »⁴⁶). Elles ont même pu être interprétées par le régime syrien comme signifiant que des agents tels que le chlore – dont l'usage militaire est interdit par la Convention de 1993, mais qui est moins sophistiqué et moins toxique que les munitions chimiques proprement dites – pouvaient être employés sans risque de rétorsion majeure.
- ✓ Les déclarations d'officiels occidentaux aux termes desquels l'Alliance atlantique n'agirait pas militairement en Ukraine ont pu encourager Moscou. Par exemple, le Secrétaire général adjoint de l'OTAN Alexander Vershbow a déclaré en septembre 2014 : « *Je ne vois pas de ligne rouge qui, si elle était franchie, conduirait à un engagement militaire* »⁴⁷. Comme l'ont dit deux commentateurs, « *une telle ligne rouge autour du territoire de l'OTAN est interprétée par Poutine comme un signal selon lequel les pays non-membres tels que l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie sont – littéralement – bons à prendre* »⁴⁸.

Toute ligne rouge est appelée à être testée, avec de ce fait des risques de mauvais calcul et d'escalade inopinée

Tous les parents savent que les lignes rouges qu'ils tracent vont généralement inciter les enfants à tester ces dernières. Le même phénomène est à l'œuvre dans la vie internationale. Tracer une ligne rouge peut inciter l'autre partie à tester la résolution de celui qui le fait, ne serait-ce que pour connaître les limites exactes de ce qui est permis. De prime abord, il s'agit d'une réaction assez rationnelle. Par exemple, déclarer une Zone d'identification de défense aérienne au-dessus d'un territoire contesté ; patrouiller, pêcher ou explorer dans des eaux disputées ; procéder à des incursions limitées dans une région contestée ; toutes ces actions sont courantes en Asie, continent où nombre de frontières importantes sont encore disputées.

Mais le traçage d'une ligne rouge peut aussi encourager l'adversaire à engager une stratégie délibérée d'escalade graduelle afin de rendre la ligne plus floue, et de rendre politiquement plus difficile la décision de riposter. C'est la fameuse allégorie de la grenouille : si celle-ci est plongée dans l'eau bouillante, elle sautera tout de suite hors de l'eau ; mais si la température de l'eau n'est montée que très lentement, elle finira par cuire. Du moins c'est ce que veut la légende. (On pense également à ce que l'on appelait

⁴⁶ Cité in Elizabeth Titus, « McCain says Obama's 'red line' was Assad's 'green light' », *Politico*, 5 mai 2013.

⁴⁷ Cité in Mark MacKinnon, « NATO not coming to Kiev's rescue, regardless of Putin's action », *The Globe and Mail*, 2 septembre 2014.

⁴⁸ Kurt Volker & Erik Brattberg, « NATO must stand up to Putin's threat to invade Ukraine », *The Washington Post*, 28 août 2014.

au vingtième siècle la « tactique du salami »⁴⁹). Cette stratégie est adoptée par tout acteur désireux d'éviter un choc visible, susceptible de mobiliser gouvernements et opinions.

- ✓ Au début des années 1950, les Etats-Unis avaient laissé dans le flou la question de savoir s'ils protégeraient les îles Quemoy et Matsu, proches du continent mais contrôlées par la République de Chine ; Mao Zedong ne manqua pas de tester la résolution américaine en 1954, puis de nouveau en 1958.
- ✓ La ligne rouge définie par la France au Tchad (15^{ème} parallèle) fut testée par des incursions du Gouvernement d'Union Nationale de Transition (GUNT, soutenu par la Libye) en 1986, puis par une frappe aérienne libyenne en 1987⁵⁰.
- ✓ Le Pakistan sembla tester la valeur aux yeux de l'Inde de la Ligne de contrôle (la ligne de cessez-le-feu indo-pakistanaise au Cachemire), dans la région de Kargil en 1999 par une campagne d'incursions limitées et « non signées » (*cf. supra*).
- ✓ En août 2014, au moment où l'on s'inquiétait vivement d'une invasion militaire russe de l'Ukraine sous couvert d'intervention humanitaire, un quotidien français titrait : « *Russie-Ukraine : la ligne rouge* »⁵¹. Mais toute la stratégie de Moscou consistait justement à éviter une invasion aéroterrestre massive de l'Ukraine ; en lieu et place, la Russie faisait pénétrer petit à petit en territoire ukrainien des hommes et du matériel sur une durée de plusieurs mois, évitant ainsi rétrospectivement que l'on puisse évoquer le franchissement d'une « ligne rouge »...
- ✓ L'interaction entre Israël et ses voisins est aussi riche en exemples. En 1976, pour dissuader la Syrie, le Premier ministre Yitzhak Rabin avait tracé une ligne rouge au Sud-Liban, de Jezzine à Deir-ez-Zahrani, 25 kilomètres au nord du fleuve Litani, que Damas ne devait pas franchir. Ce que serait une transgression de cette ligne était définie de manière assez souple – sans doute trop. Elle fut testée par la Syrie en décembre 1976 et janvier 1977⁵². En 2000, le Hezbollah avait capturé et tué plusieurs soldats israéliens en dépit des avertissements donnés de ne pas attaquer le territoire israélien ; il s'agissait d'une action à la limite de la ligne rouge⁵³. De même, pendant des années, Israël a-t-il averti l'Iran et la Syrie que le transfert d'armes stratégiques au Hezbollah serait inacceptable⁵⁴. Mais ces deux pays ont testé la ligne rouge israélienne à plusieurs reprises et ce n'est qu'en janvier 2013 qu'Israël a commencé à détruire des convois en territoire syrien⁵⁵.

⁴⁹ L'expression (*szalámitaktika*) avait été inventée dans les années 1940 par le dirigeant communiste hongrois Mátyás Rákosi pour décrire la manière dont le parti s'attaquait aux groupements politiques non communistes.

⁵⁰ Florent Séné, *Raids dans le Sahara central (Tchad, Libye, 1941-1987) : Sarra ou le Rezzou décisif*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 197.

⁵¹ *Libération*, 16 août 2014.

⁵² Efraim Inbar, *Rabin and Israel's National Security*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 1999, p. 109.

⁵³ Mitch Ginsburg, « Strongman's handcuffs: The futility of red lines », *The Times of Israel*, 28 mai 2013.

⁵⁴ Yoel Guzansky, « Thin Red Lines: The Syrian and Iranian Contexts », *Strategic Assessment*, vol. 16, n° 2, juillet 2013.

⁵⁵ Le ministre israélien de la Défense Moshé Ya'alon a déclaré publiquement en avril 2013 que le transfert d'armes sophistiquées au Hezbollah était une « ligne rouge » pour Israël. « Ya'alon: Israel Acted to Stop

- ✓ Tout aussi intéressant est l'exemple de l'emploi par Damas d'armes chimiques. Entre la fin 2012 et l'été 2013, le régime syrien avait procédé à une escalade graduelle. Il avait commencé à préparer l'emploi de ces armes fin 2012, sans susciter de réaction de la part de la communauté internationale⁵⁶. Puis il avait commencé à les utiliser en petites quantités, toujours sans réaction internationale significative⁵⁷. Et après son désarmement officiel, le régime s'est mis à utiliser du chlore en petites quantités – un emploi d'armes chimiques à basse intensité.

Un incident de septembre 2014 aux frontières de l'OTAN illustre bien ce problème. Un policier estonien a été détenu par la Russie, soi-disant alors qu'il était en territoire russe. Alors qu'un sommet de l'Alliance atlantique venait de se terminer, il s'agissait peut-être d'une provocation russe, ou d'un test par Moscou de la résolution de l'Alliance⁵⁸.

Dans le domaine de la dissuasion nucléaire, on peut très bien imaginer qu'un Etat procède à ce que l'on appelle un tir d'exploitation de l'Impulsion Electro-Magnétique en Haute Altitude (IEM-HA), à la verticale du territoire adverse mais dans l'espace. Le pays ainsi attaqué (l'IEM-HA affecte les circuits électroniques au sol) pourrait-il traiter cette agression « au seuil nucléaire » de la même manière qu'il aurait traité une attaque nucléaire directe sur son sol ?...

Il peut aussi y avoir d'autres effets indésirables. Dans certaines cultures, les considérations relatives à l'honneur et au prestige peuvent conduire au franchissement délibéré d'une ligne rouge tracée par un autre acteur car cette ligne a été perçue comme une provocation inacceptable⁵⁹. Et même lorsque celui qui franchit la ligne pense avoir agi avec précaution, les risques de mauvais calcul existent toujours. Quand Islamabad commença en 1999 une campagne délibérée d'actions au-delà de la Ligne de contrôle, il déclencha une riposte indienne qui aurait très bien pu déboucher sur un conflit militaire à grande échelle. Les cyber-attaques d'origine russe qui ont visé les sites gouvernementaux estoniens en 2007 étaient au bout du compte plutôt bénignes (et ne relevaient pas de l'Article V du Traité de Washington), mais quid si un jour Moscou calculait mal et qu'une attaque cybernétique contre l'OTAN avait de dramatiques effets en cascade ?...

Autre exemple de tests dangereux : les actions de la Corée du nord en 2010 contre la Corée du sud (torpillage de la frégate Cheonan, bombardement de l'île de Yeonpyongyang). Le régime nord-coréen semblait tester les limites de la garantie de sécurité américaine à la Corée du sud, mais ces gestes auraient pu provoquer une escalade militaire dangereuse. Et les heurts en mer entre la Chine et ses voisins, aujourd'hui de plus en plus fréquents, pourraient bien avoir le même résultat.

Transfer of Weapons to Hezbollah », *The Algemeiner*, 22 avril 2013. Voir aussi Yoel Guzansky, « Thin Red Lines: The Syrian and Iranian Contexts », *Strategic Assessment*, vol. 16, n° 2, juillet 2013.

⁵⁶ David E. Sanger & Eric Schmitt, « U.S. Shifting Its Warning on Syria's Chemical Arms », *The New York Times*, 6 décembre 2012.

⁵⁷ Adam Entous et al., « As Syrian Chemical Attack Loomed, Missteps Doomed Civilians », *The Wall Street Journal*, 22 novembre 2013.

⁵⁸ « Estonia angry at Russia's 'abduction' on border », *BBC News*, 5 septembre 2014, <http://www.bbc.com/news/world-europe-29078400>.

⁵⁹ Voir Rosa Brooks, « Would Machiavelli Have Drawn a Red Line? », *Foreign Policy*, 2 mai 2013.

La crise des armes chimiques syriennes est également un bon exemple de risque d'escalade non contrôlée : il semble, d'après des conversations interceptées, que le mélange des agents chimiques employé en août 2013 – l'événement qui changea la donne et mobilisa la communauté internationale – n'avait pas été bien maîtrisé⁶⁰.

LES DILEMMES DE LA POLITIQUE DES LIGNES ROUGES

Les échecs et problèmes décrits plus haut ne doivent pas surprendre. Tracer la ligne rouge de la bonne manière est un exercice difficile, comme le sont d'ailleurs bien des tentatives de dissuasion.

Tout discours ou déclaration visant à établir une ligne rouge doit réconcilier plusieurs types de contraintes. Il s'agit de prendre simultanément en compte de multiples audiences : l'adversaire que l'on cherche à dissuader, bien entendu, mais aussi les opinions et institutions de son propre pays, ainsi que les alliés concernés si la ligne rouge se rattache à l'exercice de la dissuasion élargie⁶¹. Il peut être très difficile pour un gouvernement de répondre aux attentes de tous ces acteurs et de n'en décevoir ou de n'en mécontenter aucun. Comme le dit Richard Ned Lebow, « *les engagements ambigus sont souvent le produit d'exigences politiques concurrentes et contradictoires* »⁶².

Autre difficulté : le traçage de lignes rouges implique, au-delà de l'objectif immédiat de la prévention d'une action spécifique par un adversaire, d'évaluer l'impact que pourrait avoir la politique poursuivie sur d'autres intérêts, sur les perceptions que peuvent en avoir de futurs adversaires, ou sur celles qu'en ont les alliés. Nombre de commentateurs ont suggéré que les hésitations américaines quant à l'usage de la force après l'emploi par la Syrie d'armes chimiques ont signalé à Téhéran que les menaces de Washington en cas de franchissement du seuil nucléaire par l'Iran ne devaient pas être prises trop au sérieux⁶³. Ou encore que les mêmes hésitations ont pu encourager Moscou à agir en Ukraine⁶⁴.

De plus, l'hypothèse d'une atteinte à la réputation du pays est fréquemment prise en compte dans les réflexions des dirigeants politiques du même pays. Il est vrai qu'il serait imprudent pour un dirigeant politique de balayer d'un revers de main l'éventuel impact négatif pour la réputation du pays qui résulterait de l'inaction. Puisque nous commémorons en 2014 le début de la Première Guerre mondiale, il n'est pas inutile de rappeler à quel point cette question fut centrale dans le comportement des grandes puissances. La Russie estimait qu'abandonner la Serbie en cas de conflit avec l'empire austro-hongrois donnerait le sentiment au reste du monde qu'elle était un pays faible : défaite par le Japon en 1905, elle n'avait pas soutenu Belgrade lors des guerres

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Pour une analyse sceptique de ce que l'on appelle les « coûts d'audience » (le coût politique intérieur de l'inaction) voir Marc Trachtenberg, « Audience Costs: An Historical Analysis », *Security Studies*, vol. 21, n° 1, février 2012.

⁶² Richard N. Lebow, *Between Peace and War: The Nature of International Crisis*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981, p. 85.

⁶³ Yoel Guzansky, « Thin Red Lines: The Syrian and Iranian Contexts », *Strategic Assessment*, vol. 16, n° 2, juillet 2013.

⁶⁴ Bill Hoffmann, « Sen. Ron Johnson: Obama's 'Red Line' Gave Putin 'Green Light' », *Newsmax*, 6 mars 2014.

balkaniques de 1912-1913⁶⁵. De son côté, l'Autriche-Hongrie estimait que s'abstenir d'affronter la Serbie affecterait gravement son statut de grande puissance, diminué, de son point de vue, par les guerres balkaniques⁶⁶. L'Allemagne aussi considérait que son prestige avait été atteint par les crises des années précédentes, et pour elle également, le statut de grande puissance était en jeu ; de plus soutenir pleinement l'Autriche-Hongrie était vu comme une nécessité, faute de quoi elle risquait de perdre son seul véritable allié⁶⁷. Comme le résume l'historienne Margaret MacMillan, « *démontrer que vous êtes une grande puissance et éviter l'humiliation sont des forces puissantes dans les relations internationales, qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de la Russie ou de la Chine aujourd'hui, ou pour les puissances européennes il y a un siècle* »⁶⁸.

Lors de la crise de Cuba, Kennedy savait qu'il avait été perçu comme faible par Khrouchtchev ; il se devait de restaurer la crédibilité de son administration. Les dirigeants pensent également à l'avenir – à bâtir, à préserver ou à restaurer leur réputation en vue de la prochaine crise. A Cuba, justement, il s'agissait aussi pour Washington de prévenir une nouvelle crise concernant Berlin. Et le besoin supposé de maintenir leur réputation de « gardiens du monde libre » n'était pas pour rien dans la politique suivie par les Etats-Unis au Vietnam⁶⁹. Plus récemment, le vice-président Dick Cheney avait suggéré par exemple qu'une action militaire américaine pour détruire le réacteur nord-coréen construit en Syrie aurait été l'équivalent « *d'un véritable tir d'avertissement à l'adresse des Iraniens* »⁷⁰.

En d'autres termes, *la question de la réputation est finalement centrale dans la problématique des lignes rouges*, car elle est susceptible de jouer de deux manières différentes. D'une part, l'acteur auquel s'adresse le discours dissuasif pourrait percevoir la valeur de la ligne tracée, et la probabilité que la riposte soit effective, en fonction de ce qu'il estime être la réputation de celui qui a tracé la ligne : celle-ci déterminerait donc en partie la crédibilité de la menace dissuasive. D'autre part, un Etat peut tenir compte de la réputation qu'il pense avoir, du fait de ses agissements passés, dans la manière dont il trace la ligne rouge ; il peut tracer la ligne d'une manière telle qu'il estimera préserver aussi ses intérêts futurs ou ceux de ses alliés.

Tout ceci incite plutôt à ne prendre que des engagements fermes et à promettre une réponse forte en cas de franchissement de la ligne rouge. Mais, dans le même temps, aucun responsable politique ne veut renoncer à sa liberté d'action, surtout s'il y a une part de bluff dans l'avertissement donné. Certains experts évoquent ainsi un « piège de l'engagement » (*commitment trap*), qui forcerait les responsables politiques à agir si la dissuasion échoue, dans le but de préserver leur réputation ou celle de leur pays⁷¹.

⁶⁵ Margaret MacMillan, *The War That Ended Peace. The Road To 1914*, New York, Penguin Group, 2013, pp. 481-482.

⁶⁶ Ibid., p. 484, p. 496, p. 498.

⁶⁷ Ibid., p. xxxviii, p. 563, p. 610.

⁶⁸ Ibid., p. 503.

⁶⁹ Voir Robert S. McNamara, *In Retrospect. The Tragedy and Lessons of Vietnam*, New York, Vintage Books, 1996 ; et Henry Kissinger, *White House Years*, Boston, Little, Brown & Co., 1979.

⁷⁰ Le vice-président Dick Cheney cité in Peter Baker, *Days of Fire. Bush and Cheney in the White House*, New York, Doubleday, 2013, p. 553.

⁷¹ Scott D. Sagan, « The Commitment Trap: Why The United States Should Not Use Nuclear Threats to Deter Biological and Chemical Weapons Attacks », *International Security*, vol. 24, n° 4, printemps 2000.

Aucun gouvernement n'aime se sentir les mains liées, et la liberté d'action est l'un des biens les plus précieux en politique, tout particulièrement dès lors que l'emploi de la force militaire est envisagé. Comme le dit l'ancien diplomate américain R. Nicholas Burns, « *dès lors qu'il s'agit de la guerre et de la paix, personne ne veut se sentir piégé en traçant des lignes dans le sable susceptibles de déclencher une action de manière automatique, parce que cela conduit à éliminer toute souplesse de négociation là où il est souhaitable de maintenir toutes les options ouvertes* »⁷².

Les choses sont encore plus complexes dès lors qu'il s'agit de dissuasion élargie. Il faut en effet rassurer les alliés, mais dans le même temps éviter aussi que ceux-ci se sentent protégés au point de devenir imprudents. Ce dilemme est bien connu et existait au début du vingtième siècle. Revenons à l'exemple de la Première Guerre mondiale. La Russie souhaitait protéger la Serbie, mais pas au point de d'encourager des initiatives intempestives de la part de Belgrade.⁷³ Le Royaume-Uni avait décidé de s'engager à défendre la France contre l'Allemagne, mais ne voulait pas que Paris puisse se reposer sur cette garantie pour agir d'une manière qui renforcerait excessivement sa position nationale dans le jeu européen⁷⁴. Aujourd'hui, le cas des alliés des Etats-Unis en Asie vient à l'esprit. Par exemple, Taiwan ne doit pas penser que l'île serait nécessairement protégée par Washington des conséquences éventuelles (intervention militaire chinoise) d'une déclaration unilatérale d'indépendance.

L'art de la ligne rouge est donc particulièrement difficile, car le traçage de telles lignes présente d'importants dilemmes politiques. En particulier, « *si la ligne rouge est trop vague, elle n'est pas crédible ; si elle est trop précise, elle peut être plus crédible mais le coût en cas de non réaction peut être trop élevé* »⁷⁵. Et si une ligne trop précise peut signifier à l'adversaire qu'il ne risque rien dès lors qu'il reste en deçà, une ligne trop floue est de nature à l'inciter à la tester. Il n'y a donc pas de manière idéale de tracer une ligne rouge. Il y a, en quelque sorte, « *cinquante nuances de rouge* »⁷⁶.

FAUT-IL RENONCER AUX LIGNES ROUGES ?

Faut-il dès lors en conclure que la diplomatie devrait renoncer aux lignes rouges, comme nombre de commentateurs américains l'ont proposé après la crise syrienne⁷⁷ ? Ceci reviendrait à renoncer à un volet essentiel des politiques de dissuasion et donc de prévention des crises. *Dès lors que l'on cherche à dissuader, les lignes rouges sont*

⁷² Cité in James Kitfield, « What is a 'Red Line' Worth? », *The National Journal*, 2 mai 2013.

⁷³ Margaret MacMillan, *The War That Ended Peace. The Road to 1914*, New York, Penguin Group, 2013, p. 482.

⁷⁴ Voir Richard N. Lebow, *Between Peace and War: The Nature of International Crisis*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981, p. 85.

⁷⁵ Yoel Guzansky, « Thin Red Lines: The Syrian and Iranian Contexts », *Strategic Assessment*, vol. 16, n° 2, juillet 2013.

⁷⁶ L'expression est empruntée à Herald Staff, « Fifty shades of red », *Boston Herald*, 15 juin 2013.

⁷⁷ Quelques exemples : Aldeo Matteucci, « Red-lining in diplomacy », *Diplo*, 26 octobre 2012 ; Rosa Brooks, « Would Machiavelli Have Drawn a Red Line? », *Foreign Policy*, 2 mai 2013 ; Ginsburg, op. cit. ; Patricia Taft, « The Year of Red-Line Diplomacy », *Fund for Peace*, 24 juin 2013 ; Daniel Farber, « Red Line Thinking », *The Newshound Blog*, 29 octobre 2013.

*nécessaires pour éviter les malentendus, les perceptions erronées, les mauvais calculs*⁷⁸. Les lignes rouges sont également nécessaires dans le cadre des politiques de dissuasion élargie, pour rassurer les alliés protégés. Il est simpliste de proposer, comme l'a fait le sénateur américain Rand Paul après la crise syrienne, de renoncer à toute ligne rouge et d'appeler l'administration à prendre exemple sur le président Ronald Reagan qui, d'après lui, « *choisissait de ne pas annoncer ses politiques à l'avance* » et estimait que « *[les Etats-Unis] ne devraient pas annoncer à [leurs] ennemis ce qu'ils feraient dans chaque situation concevable* » (ce qui n'est d'ailleurs pas le but des lignes rouges)⁷⁹.

Il est vrai que tracer une ligne rouge est une forme de « *renonciation consciente au libre arbitre* »⁸⁰. Un tel acte rappelle d'autres métaphores de la décision politique ou militaire : « brûler ses vaisseaux », « franchir le Rubicon » (*cf. infra*). Mais c'est le prix à payer pour le succès de la dissuasion. Thomas Schelling, l'un des pères de la théorie moderne de la dissuasion, appelait cela « *l'art de l'engagement* ». Il s'agit de se placer délibérément « *dans une position telle que nous ne pouvons éviter de réagir comme nous avons dit que nous le ferions – et ne pas pouvoir s'en empêcher – ou telle que nous nous trouverions contraints de le faire du fait du prix exorbitant que nous aurions à payer si nous manquions de réagir de la manière annoncée* »⁸¹. Pour lui, « *il est essentiel (...) de laisser aussi peu de place que possible au jugement ou à la discrétion en mettant en œuvre la menace. Si l'on s'est engagé à punir un certain type de comportement lorsque certaines limites ont été atteintes, mais que les limites ne sont pas soigneusement et objectivement définies, l'acteur qui est menacé réalisera que lorsque viendra le moment de décider si la menace doit être ou non mise en œuvre, son propre intérêt et celui de l'acteur qui menace coïncideront, ce qui résultera en une tentative d'éviter des conséquences mutuellement déplaisantes* »⁸².

Mais cela en vaut-il la peine ? Pour répondre par l'affirmative, il faut démontrer que les lignes rouges peuvent être efficaces. Ce qui est évidemment difficile, car il est logiquement impossible de démontrer une proposition négative. (C'est toute la problématique du débat sur l'efficacité de la dissuasion en général). Les archives et les témoignages peuvent apporter un éclairage : tel ou tel acteur peut se dire *a posteriori* avoir été dissuadé. Mais l'essentiel est peut-être que les lignes rouges les plus fameuses des dernières décennies n'ont jamais été franchies :

- ✓ La plus importante et la plus évidente est celle de la dissuasion nucléaire. L'absence de tout emploi de l'arme nucléaire signifie que les « intérêts vitaux » des pays disposant de cette arme n'ont jamais été atteints. (Certains commentateurs tirent exemple des guerres du Kippour en 1973 et des Malouines en 1982 pour suggérer que la dissuasion nucléaire ne fonctionne pas, mais ces exemples ne sont guère pertinents⁸³).

⁷⁸ L'ouvrage classique sur cette question reste Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

⁷⁹ Rand Paul, « Where I Stand on Containing Iran », *The Washington Post*, 16 avril 2014.

⁸⁰ Yoel Guzansky, « Thin Red Lines: The Syrian and Iranian Contexts », *Strategic Assessment*, vol. 16, n° 2, juillet 2013.

⁸¹ Thomas C. Schelling, *Arms and Influence*, New Haven, Yale University, édition de 2008, p. 43.

⁸² Thomas C. Schelling, *The Strategy of Conflict*, Cambridge, Harvard University Press, 1960, p. 40.

⁸³ Lors de la guerre du Kippour en 1973, l'Égypte et la Syrie avaient attaqué les territoires occupés par Israël lors de la guerre des Six-Jours de 1967, mais n'ont jamais menacé Israël dans ses frontières de 1949. Lors de la

- ✓ Une autre ligne rouge célèbre est celle de l'Article V du Traité de l'Atlantique nord, la « *ligne rouge de la défense collective* », comme on a pu le dire récemment à l'occasion de la crise ukrainienne⁸⁴. Bien que l'Article V ait été invoqué après les attaques du 11 septembre 2001 (par un acteur non étatique peu susceptible d'être réceptif à la dissuasion par menace de représailles), aucun Etat n'a jamais commis d'agression militaire directe contre un pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) dans la zone du Traité, c'est-à-dire en Europe ou en Amérique du nord. Les responsables politiques des Etats baltes, qui s'estiment particulièrement menacés par une Russie perçue comme revanchiste, se réfèrent explicitement à l'Article V comme à une « *ligne rouge* »⁸⁵.
- ✓ Tout aussi célèbre est la ligne rouge qui avait été tracée par le président Kennedy dans son discours du 22 octobre 1962. A cette occasion, Kennedy avait en fait tracé pas moins de deux lignes rouges : l'une de nature géographique (la « quarantaine » établie autour de l'île), l'autre à caractère stratégique (l'avertissement selon lequel tout missile lancé depuis Cuba serait traité comme un missile soviétique lancé contre les Etats-Unis)⁸⁶. La première fut testée par l'Union soviétique, mais finalement respectée. La seconde avait pour but de diminuer les risques de contournement de la dissuasion américaine – et fut évidemment respectée.
- ✓ La République populaire de Chine a fait savoir à de multiples reprises qu'une déclaration unilatérale d'indépendance par Taiwan serait inacceptable ; la Loi anti-sécession votée en 2005 a clairement établi qu'une telle déclaration se verrait opposer l'emploi de la force militaire⁸⁷.

guerre des Malouines en 1982, l'Argentine s'était attaquée à un territoire d'outremer britannique, non au Royaume-Uni proprement dit. Ni Israël ni le Royaume-Uni n'avaient fait savoir, directement ou indirectement (le discours israélien sur la dissuasion nucléaire étant souvent oblique, dans la mesure où le pays ne reconnaît pas publiquement disposer d'une telle capacité), que leur dissuasion nucléaire couvrait de tels territoires. Dès lors, on peut difficilement exciper de ces précédents pour affirmer que « la dissuasion nucléaire ne fonctionne pas ».

⁸⁴ Steven Erlanger, « NATO Steps Back into the USSR », *The New York Times*, 22 mai 2014.

⁸⁵ Selon l'ancien ministre letton de la Défense Artis Pabriks : « nous devons envoyer un signal clair selon lequel [s'en prendre à la sécurité de la Lettonie] est une ligne rouge, pas une ligne rouge comme en Syrie, mais dire clairement qu'en cas de franchissement de cette ligne nous ouvrirons le feu ». Cité in Steven Erlanger, « Eastern Europe Frets About NATO's Ability to Curb Russia », *The New York Times*, 23 avril 2014. Pour le président estonien Toomas Hendrik Ilves : « Je crois que les frontières de l'OTAN sont une ligne rouge. J'ai foi en cela ». Cité in *The Economist*, « The decline of deterrence », 3 mai 2014.

⁸⁶ « Pour arrêter cette accumulation d'armements offensifs, une stricte quarantaine sur tous les équipements militaires offensifs en cours de livraison à Cuba est en train d'être mise en place. Tout navire se dirigeant vers Cuba, quel que soit son type, son affiliation ou origine, sera, s'il s'avère contenir des armes offensives, contraint de faire demi-tour (...). La politique des Etats-Unis sera désormais de considérer tout missile nucléaire lancé depuis Cuba contre un pays de l'hémisphère occidental, quel qu'il soit, comme une attaque soviétique contre les Etats-Unis nécessitant une riposte massive contre l'Union soviétique. ». Cité in US Department of State, Office of the Historian, *The Cuban Missile Crisis*, octobre 1962.

⁸⁷ L'Article VIII de la Loi anti sécession dispose : « Au cas où les forces sécessionnistes de 'l'indépendance taïwanaise' agiraient sous quelque identité que ce soit ou par quelque moyen que ce soit pour causer la sécession de Taiwan de la Chine, ou si des incidents majeurs provoquant la sécession de Taiwan se produisaient, ou si les possibilités d'une réunification pacifique devaient être totalement épuisées, l'Etat emploiera des moyens non pacifiques et prendra toute autre mesure nécessaire pour protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine. ». Loi anti sécession adoptée à la Troisième Session du Dixième Congrès national populaire, 14 mars 2005.

- ✓ En janvier 1991, Les Etats-Unis avaient délivré un avertissement solennel à l'Irak (*cf. supra.*). M. Bush avait écrit à Saddam Hussein que si des armes chimiques ou biologiques étaient employées, le régime de Bagdad serait éliminé⁸⁸. Certains experts contestent que la dissuasion ait bel et bien fonctionné à cette occasion⁸⁹. Mais il y a pourtant de bons arguments pour dire que cela été le cas⁹⁰.
- ✓ En décembre 1992, comme on l'a rappelé plus haut, l'administration Bush avait délivré un avertissement solennel au président yougoslave Slobodan Milosevic, aux termes duquel ce dernier devait s'abstenir de s'en prendre au Kosovo. Cette ligne rouge a tenu jusqu'à la fin des années 1990 (*cf. supra.*).
- ✓ A propos du programme nucléaire de l'Iran : comme on l'a vu, les premières lignes rouges israéliennes ont été franchies par Téhéran ; mais celles-ci n'étaient qu'elliptiques, ou non assorties d'une claire promesse de rétorsion. En revanche, la plus récente, qui est aussi la plus solennelle, a été jusqu'à présent respectée⁹¹. En septembre 2012, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu a littéralement tracé une ligne rouge sur un diagramme devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette ligne rouge correspondait à la production de suffisamment d'uranium enrichi à 20 % d'isotope U-235 pour fabriquer une arme nucléaire (soit quelques 240 à 250 kilos) une fois cet uranium surenrichi à 90 % d'U-235. La réaction iranienne – ralentissement de cette production et conversion d'une partie de la matière en éléments de combustible – semble montrer que l'Iran a « *internalisé* » la ligne rouge israélienne, selon l'expression d'un responsable gouvernemental⁹². (Il convient toutefois de noter que l'ancien directeur du département des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique Olli Heinonen estime que la ligne rouge en question a été « *contournée.* »⁹³).
- ✓ En 2012 également, le président Obama avait, si l'on en croit la presse, envoyé un message direct au Guide de la révolution iranienne Ali Khamenei, l'avertissant que toute tentative de s'en prendre à la liberté de navigation dans le Golfe persique - il y avait à l'époque de nombreuses menaces iraniennes en ce sens – reviendrait à franchir une ligne rouge susceptible de se voir opposer la force

⁸⁸ « *Le peuple américain exigera d'être vengé. Et nous avons les moyens de le faire... [C]eci n'est pas une menace, c'est une promesse.* » Il avait ensuite averti que si de telles armes étaient utilisées, l'objectif des Etats-Unis « *ne serait pas la libération du Koweït, mais le renversement du régime actuel.* » Cité in Benjamin Buch & Scott Sagan, « *Our Red Lines and Theirs* », *Foreign Policy*, 13 décembre 2013.

⁸⁹ Pour une vision sceptique voir Benjamin Buch & Scott Sagan, « *Our Red Lines and Theirs* », *Foreign Policy*, 13 décembre 2013.

⁹⁰ L'idée selon laquelle la menace américaine a joué un rôle essentiel dans la décision irakienne de ne pas recourir aux armes chimiques et biologiques (dont le pays disposait à l'époque) est attestée par des témoignages irakiens, notamment celui de M. Tarek Aziz, ainsi que ceux des généraux Kamal et Al-Samarrai (voir notamment *Frontline: The Gulf War*, Public Broadcasting System, 10 janvier 1996 ; et R. Jeffrey Smith, « *U.N. Says Iraqis Prepared Germ Weapons in Gulf War* », *The Washington Post*, 26 août 1995).

⁹¹ Pour une vision d'ensemble des lignes rouges israéliennes successives à propos de l'Iran voir Shashank Joshi & Hugh Chalmers, *Iran: Red Lines and Grey Areas*, Londres, Royal United Services Institute, avril 2013.

⁹² Cité in David Makovsky & Gabrielle Tutin, *The Thin Red Line: Is Iran Outmanoeuvring the US and Israel?*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 23 avril 2013.

⁹³ Voir David Makovsky & Gabrielle Tutin, *The Thin Red Line: Is Iran Outmanoeuvring the US and Israel?*, Washington, The Washington Institute for Near East Policy, 23 avril 2013.

militaire. Cette déclaration avait été accompagnée par un renforcement visible des forces maritimes américaines, britanniques et françaises dans la région⁹⁴.

Le problème n'est donc pas tant le principe même des lignes rouges que la manière dont celles-ci sont tracées. Comment le faire efficacement ?

UN EXERCICE D'EQUILIBRISME DELICAT

Tracer une ligne rouge de manière adéquate relève de l'exercice d'équilibrisme. Un analyste suggère que « *si les enjeux sont inhabituellement élevés, le rouge de la ligne particulièrement vif, et l'engagement à agir très ferme* », une ligne rouge peut être « *un moyen utile de dissuasion* »⁹⁵. Les choses ne sont pas aussi simples. Mais les leçons de l'Histoire, ainsi que la logique et le sens commun, permettent de proposer quelques suggestions.

Les lignes rouges doivent être tracées avec le plus grand soin

Un tel conseil relève en apparence de l'évidence. Mais l'expérience historique, y compris certains des exemples mentionnés plus haut, montre malheureusement que ce n'est pas le cas. Tout message de dissuasion délivré par une autorité politique ou militaire doit être préparé et calibré avec le plus grand soin. Il est nécessaire de prendre en compte d'emblée les probables réactions adverses (par exemple en scénarisant celles-ci) pour, en quelque sorte, affiner le trait et la couleur de la ligne.

Les lignes rouges les plus solennelles – et donc *a priori* les plus crédibles – sont celles qui sont établies publiquement par un Chef d'Etat et de gouvernement sous la forme d'une allocution soigneusement préparée à l'avance ou d'un texte tel que communiqué ou lettre, ainsi que celles qui font l'objet d'un accord multilatéral.

Il faut soit que la ligne soit claire... ou alors que les conséquences de son franchissement le soient

La pire manière de tracer une ligne rouge consiste à manquer de clarté à la fois sur la définition du seuil à ne pas franchir (la ligne elle-même) et sur les conséquences de son franchissement. Toutefois, afin de conserver une certaine marge de manœuvre pour éviter le « piège de l'engagement », l'un de ces deux éléments peut prêter à interprétation. En d'autres termes, *la ligne peut être « rouge et floue », ou bien « rose et claire »* (ou un peu des deux... mais pas trop). Ceci est conforme à la théorie classique de la dissuasion, dans laquelle une dose d'ambiguïté ou d'incertitude est presque toujours nécessaire.

Pour Sir Michael Quinlan, l'un des principaux théoriciens (et praticiens) britanniques de la dissuasion, il vaut mieux être clair – toutes choses égales par ailleurs – quant à la nature de la ligne rouge que sur les conséquences de son franchissement : il estime en

⁹⁴ « US Warns Iran on Hormuz through Secret Channel », *The Jerusalem Post*, 13 janvier 2012.

⁹⁵ James Kitfield, « What is a 'Red Line' Worth? », *The National Journal*, 2 mai 2013.

effet, non sans raison, que plus la menace est précise, plus l'adversaire pourra se préparer à l'avance à subir les conséquences de ses actes et moins il sera dissuadé⁹⁶.

S'agissant de la nature de la ligne, un tracé géographique incontestable ou l'emploi d'un type d'armement bien défini seront particulièrement susceptibles d'être efficaces. Ce peut être un parallèle, tel que le 38^{ème} parallèle sur la péninsule coréenne, ou le 15^{ème} parallèle au Tchad dans les années 1980⁹⁷. De même le Traité de l'Atlantique nord définit-il de manière précise le champ d'application de sa clause de défense collective (Article V)⁹⁸. Ce peut être l'emploi d'une arme nucléaire (avec les réserves mentionnées plus haut à propos de l'effet IEM-HA)⁹⁹. En revanche, les armes chimiques et surtout les armes biologiques se prêtent plus mal à la définition de la ligne rouge : dans de nombreux cas, celles-ci peuvent en effet être artisanales, et dans le cas des secondes, tout simplement naturelles. (L'origine d'une épidémie due à un agent existant dans la nature ne pourra aisément être établie.).

Un bon exemple d'équilibre entre clarté et souplesse est l'Article V du Traité de l'Atlantique nord, qui stipule qu'une « *attaque armée* », « *contre l'une ou plusieurs [des parties]* » dans la région définie par le Traité aura pour conséquence que les membres prendront aussitôt « *telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris la force armée* »¹⁰⁰.

Autre exemple intéressant : suite à l'invasion de l'Afghanistan, le président américain Jimmy Carter avait énoncé en 1980 ce qui est resté sous le nom de Doctrine Carter, qui avait pour but de décourager Moscou d'aller plus loin. L'on craignait alors en effet que l'Union soviétique soit tentée de faire une percée vers les mers chaudes¹⁰¹. Cette déclaration solennelle, faite à l'occasion du Discours sur l'état de l'Union, avait été

⁹⁶ Michael Quinlan, « Deterrence and Deterrability », *Contemporary Security Policy*, vol. 25, n° 1, 2004.

⁹⁷ En 1983, la France avait tracé une « *ligne rouge* » le long du 15^{ème} parallèle, pour dissuader la Libye de s'en prendre au Tchad. Cette ligne correspondait peu ou prou à la limite entre le Sahel et le Sahara. Elle aurait également été définie en fonction du rayon d'action maximal au sud des forces aériennes libyennes. Voir Florent Séné, *Raids dans le Sahara central (Tchad, Libye, 1941-1987) : Sarra ou le Rezzou décisif*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 196. Elle sera « remontée » au 16^{ème} parallèle en 1984 suite à une incursion des forces libyennes (*cf. infra*).

⁹⁸ « *Pour l'application de l'article 5, est considérée comme une attaque armée contre une ou plusieurs des parties, une attaque armée : contre le territoire de l'une d'elles en Europe ou en Amérique du Nord, contre les départements français d'Algérie [zone désormais formellement exclue par les parties, NdA], contre le territoire de la Turquie ou contre les îles placées sous la juridiction de l'une des parties dans la région de l'Atlantique Nord au nord du Tropique du Cancer ; contre les forces, navires ou aéronefs de l'une des parties se trouvant sur ces territoires ainsi qu'en toute autre région de l'Europe dans laquelle les forces d'occupation de l'une des parties étaient stationnées à la date à laquelle le Traité est entré en vigueur, ou se trouvant sur la mer Méditerranée ou dans la région de l'Atlantique Nord au nord du Tropique du Cancer, ou au-dessus de ceux-ci.* ». *Traité de l'Atlantique nord*, signé à Washington le 4 avril 1949, Article VI-1.

⁹⁹ A l'époque de la Guerre froide, les stratèges tentaient d'établir des « coupe-feux » (*firebreaks*) qui seraient susceptibles de contrôler l'escalade d'un conflit militaire opposant les Etats-Unis et l'Union soviétique ; dans les années 1960, un consensus s'était dessiné sur le fait que le seul coupe-feu réaliste, susceptible d'être compris par les deux principaux protagonistes en temps de guerre, était le seuil qui séparait la guerre classique de la guerre nucléaire.

¹⁰⁰ *Traité de l'Atlantique nord*, signé à Washington le 4 avril 1949, Article V.

¹⁰¹ « *Que notre position soit claire : toute tentative par quelque force extérieure que ce soit de s'emparer de la région du Golfe persique sera considérée comme une agression contre les intérêts vitaux des Etats-Unis d'Amérique, et une telle agression sera repoussée par tout moyen nécessaire, y compris la force militaire.* ». *President Jimmy Carter, State of the Union Address*, 21 janvier 1980.

suivie par la création d'un nouveau commandement militaire régional dédié, le *Central Command*, en 1983.

Un troisième exemple possible est ce que l'on a appelé le concept « d'ambiguïté délibérée » qui a longtemps caractérisé les doctrines nucléaires américaine et britannique : Washington et Londres répétaient régulièrement que l'emploi d'armes chimiques ou biologiques se verrait opposer une riposte « écrasante », « dévastatrice » ou encore « proportionnée ». Il s'agissait de prendre en compte l'hypothèse d'un emploi à bas niveau de moyens chimiques ou biologiques, pour lequel la menace d'une riposte nucléaire ne serait pas crédible. Il s'agissait aussi de garantir la liberté d'action des autorités politiques si la dissuasion échouait. Ce concept avait été introduit au moment de la guerre du Golfe de 1991. (La France s'est un temps inspirée de ce concept dans son propre discours de dissuasion¹⁰²).

Le seuil peut être précisé en temps de crise pour éviter une escalade précipitée. Par exemple, le 23 octobre 1962, le président Kennedy avait demandé que la ligne de quarantaine autour de Cuba soit tracée à une distance de 500 milles nautiques, et non de 800 milles nautiques comme cela avait été envisagé au départ, afin de donner à l'Union soviétique une journée supplémentaire de réflexion.

Dans un autre registre, celui de la dissuasion nucléaire, le concept français dans sa forme classique tente de réconcilier les différents dilemmes et impératifs de la dissuasion de la manière suivante : toute atteinte aux « intérêts vitaux » déclencherait une riposte nucléaire, quels que soient les moyens employés, mais la limite de ces intérêts n'est pas définie de manière très précise (Paris se limitant à définir le cœur des intérêts vitaux : territoire, population, souveraineté). L'adversaire se verrait délivrer un avertissement nucléaire s'il se méprenait sur leur délimitation, ou s'il tentait de tester la détermination française.

Tous les Etats disposant de capacités nucléaires ont fait état de lignes rouges pour décrire le seuil d'emploi de leurs forces nucléaires. Celles-ci sont décrites avec plus ou moins de précision, mais presque toujours avec une marge d'interprétation assez importante, sans doute nécessaire en l'espèce au vu des enjeux. La Russie envisage depuis 2010 l'emploi de l'arme nucléaire en réponse à une attaque menée par des armes de destruction massive, mais aussi par des armes classiques « *si l'existence même de l'Etat est menacée* »¹⁰³. Le Pakistan n'a pas véritablement publié de doctrine nucléaire, mais a fait savoir en 2002 de manière indirecte et assez subtile, par la voix des responsables des forces nucléaires du pays, que quatre lignes rouges existaient pour Islamabad : (1) la perte d'une partie importante de son territoire, (2) la destruction d'une grande partie de son corps de bataille aéroterrestre, (3) l'étranglement économique via le blocus de ses principaux ports, (4) une déstabilisation politique massive conduisant à une perte de la souveraineté exercée par le pouvoir pakistanais sur son territoire.

¹⁰² Lors d'un discours consacré à la dissuasion nucléaire, prononcé en janvier 2006, le président Jacques Chirac avait déclaré : « *les dirigeants d'Etats (...) qui envisageraient d'utiliser, d'une manière ou d'une autre, des armes de destruction massive, doivent comprendre qu'ils s'exposent à une réponse ferme et adaptée de notre part. Et cette réponse peut être conventionnelle. Elle peut aussi être d'une autre nature.* » Allocution de M. Jacques Chirac, Président de la République, lors de sa visite aux forces aériennes et océaniques stratégiques, Landivisiau - l'Île Longue / Brest, 19 janvier 2006.

¹⁰³ Cité in Nikolai Sokov, *The New, 2010 Russian Military Doctrine: The Nuclear Angle*, Monterey, The James Martin Center for Nonproliferation Studies, 5 février 2010.

Islamabad a également fait savoir que ces seuils étaient « *indicatifs* » et que les responsables du pays envisageraient la situation de manière globale pour décider de l'ouverture ou non du feu nucléaire¹⁰⁴.

A l'inverse, et c'est sans doute un contre-exemple, l'Inde a proclamé en 2003 une doctrine plutôt rigide : *tout* emploi d'armes de destruction massive (nucléaires mais aussi chimiques ou biologiques) contre le territoire indien ou les forces indiennes pourrait entraîner une riposte nucléaire *massive*¹⁰⁵. Il n'est pas certain que les adversaires potentiels de l'Inde soient persuadés de la crédibilité de cette doctrine.

Mais elles doivent toujours manifester clairement la détermination du défenseur

Toutefois, dans tous les cas de figure, l'adversaire doit être persuadé de la détermination du défenseur à procéder à une riposte si la ligne rouge est franchie. A une époque où les pays occidentaux sont souvent, à tort ou à raison, perçus comme faibles par leurs adversaires potentiels, se contenter de vagues menaces telles que « il y aurait un prix à payer » ou « un tel geste ne resterait pas sans conséquences » ne suffit pas même si le seuil de l'action a été bien défini. De même, se contenter de dire que « nous n'excluons rien », et que « toutes les options sont sur la table » n'est-il sans doute pas suffisant. (C'est même peut-être la pire manière de procéder, car de telles déclarations sont souvent de nature à enflammer les commentateurs et les opinions sans pour autant impressionner l'adversaire.)

A l'inverse, les déclarations de Barack Obama sur le programme nucléaire iranien sont un bon exemple de ligne rouge soigneusement tracée, comprenant ce qu'il faut de souplesse et de flou (il ne permettra pas à l'Iran « d'obtenir une arme nucléaire ») tout en mentionnant explicitement l'usage de la force. Mais le problème actuel pour la dissuasion américaine est qu'Obama est réputé être très hésitant quant à l'emploi de la force militaire, et que cette réticence a sans doute été bien notée à Téhéran. Pour cette raison, certains ont pu suggérer, au vu de ce qui s'est passé lors de la crise des armes chimiques syriennes de l'été 2013 (au cours de laquelle M. Obama avait, à la surprise générale, annoncé qu'il demanderait au Congrès l'autorisation de frapper la Syrie) que la meilleure manière de dissuader l'Iran de franchir le seuil nucléaire serait de demander au Congrès de « pré-autoriser » l'emploi de la force. Ceci afin que Téhéran ne puisse pas escompter un long débat interne à l'issue incertaine s'il devait acquérir une arme nucléaire. L'idée est intellectuellement séduisante, même si elle n'est sans doute pas politiquement réaliste¹⁰⁶.

La détermination du défenseur peut aussi être rendue manifeste par des gestes supplémentaires : outre la répétition et la déclinaison du discours dissuasif sous des formes diverses (mais dans les mêmes termes naturellement), on pense à des visites, à des déploiements de forces dans la région, etc. Si la ligne rouge de l'Article V du Traité de l'Atlantique nord n'a jamais été franchie par un Etat, c'est aussi parce que les pays

¹⁰⁴ Voir Paolo Cotta-Ramusino & Maurizio Martellini, *Nuclear safety, nuclear stability and nuclear strategy: A concise report of a visit by Landau Network – Centro Volta*, Landau Network – Centro Volta, 21 janvier 2002.

¹⁰⁵ Prime Minister's Office, *Cabinet Committee on Security Reviews Progress in Operationalizing India's Nuclear Doctrine*, Press Release, 4 janvier 2003.

¹⁰⁶ Benjamin Alter, « Doing Red Lines Right », *The National Interest*, 12 septembre 2013.

membres de l'Alliance atlantique ont mis sur pied une organisation militaire dédiée ainsi que des doctrines d'emploi en commun de la force militaire, et qu'ils procèdent régulièrement à des exercices et à des manœuvres visibles, impliquant souvent les forces du principal garant de la sécurité de l'alliance, les Etats-Unis. Au temps de la Guerre froide, les exercices REFORGER (*Return of Forces to Germany*) faisaient partie de la dissuasion. Il en est de même depuis 1950 sur la péninsule coréenne.

Le défenseur peut aussi faire en sorte que sa riposte soit perçue comme quasiment automatique, autrement dit de donner le sentiment qu'il est prêt à perdre totalement sa liberté d'action. Une manière de mettre en œuvre cette stratégie risquée est le concept de « fil déclencheur » (*tripwire*) qui était en vogue au temps de la Guerre froide. La présence de soldats américains tout près du Rideau de fer était censée garantir, aux yeux de l'Union soviétique, que l'engagement des Etats-Unis dans la défense de l'Europe en cas d'invasion serait immédiat et quasiment forcé. Ce concept avait été poussé à l'extrême par le mécanisme soviétique *Perimetr* construit dans les années 1980 : une fois activé, le système aurait lancé automatiquement tous les missiles soviétiques restants vers les Etats-Unis. (Toutefois, n'ayant pas été porté à la connaissance des Etats-Unis, il n'avait pas de vocation dissuasive¹⁰⁷).

Il peut être nécessaire de procéder à des clarifications supplémentaires, voire au « rétablissement de la dissuasion », pour que la ligne rouge soit efficace

Une fois tracées, les lignes rouges demandent encore du soin et de l'attention. Il peut être nécessaire, pour ainsi dire, de « remettre une couche de peinture » après avoir constaté les réactions initiales de l'adversaire. Si celui-ci teste la détermination du défenseur, il faut alors rétablir la crédibilité de la dissuasion, soit en procédant à un avertissement sous une forme ou une autre (manœuvres, actions militaires limitées...), soit en réaffirmant solennellement la promesse de riposte. La réaffirmation de la ligne rouge peut aussi être nécessaire tout simplement parce que le temps a passé et que l'adversaire peut estimer qu'une ligne rouge déjà ancienne et tracée par un gouvernement précédent n'est plus nécessairement encore valable.

Par exemple, lorsque la Libye testa la ligne rouge française au Tchad (*cf. supra*), Paris réagit en bombardant la piste aérienne de Ouadi-Doum en 1986 et en 1987¹⁰⁸. Un autre exemple, récent celui-là, concerne la réaffirmation de l'engagement américain envers la sécurité du Japon suite aux heurts entre navires japonais et chinois dans la région des îles Senkaku/Diaoyu et à la définition d'une Zone d'identification de défense aérienne par la Chine. Washington a affirmé que sa garantie couvrait les Senkaku/Diaoyu et a procédé à des vols de bombardiers dans la Zone d'identification de défense aérienne¹⁰⁹.

¹⁰⁷ Voir David E. Hoffman, *The Dead Hand. The Untold Story of The Cold War Arms Race and Its Dangerous Legacy*, New York, Doubleday, 2009, pp. 152-154. Le concept de *Doomsday Machine* avait été imaginé dans les années 1950. Il est mentionné, de manière satirique, dans le film de Stanley Kubrick *Docteur Folamour*.

¹⁰⁸ Florent Séné, *Raids dans le Sahara central (Tchad, Libye, 1941-1987) : Sarra ou le Rezzou décisif*, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 197.

¹⁰⁹ « Notre engagement, en vertu d'un traité, envers la sécurité du Japon est absolu, et l'Article V [du traité de sécurité nippo-américain] couvre tous les territoires administrés par le Japon, y compris les îles Senkaku ». *Joint Press Conference with President Obama and Prime Minister Abe of Japan*, 24 avril 2014.

Ces gestes ont signifié clairement à Pékin et aux alliés des Etats-Unis que Washington entendait respecter pleinement ses engagements.

D'autres exemples récents relèvent d'une tentative de l'OTAN de dissuader une agression non conventionnelle. Le Commandant suprême des forces alliées, le général Philip Breedlove, a déclaré que des attaques commises par des forces ne portant pas d'uniforme (ce que l'on a appelé les "petits hommes verts") seraient traitées comme des agressions armées si elles pouvaient être attribuées à un pays spécifique¹¹⁰ ; par ailleurs, les membres de l'Alliance ont déclaré solennellement en septembre 2014 que les cyber-attaques pouvaient elles aussi relever de l'Article V¹¹¹.

Par contraste, à propos du Kosovo, les dirigeants américains avaient négligé de rappeler la pleine validité de l'engagement de 1992, se contentant de déclarations plus vagues (*cf. supra*).

Des clarifications peuvent aussi être utiles pour éviter les actions averses « sous le seuil »

Il importe que l'adversaire ne puisse pas estimer que toute action en deçà de la ligne rouge sera considérée comme tolérable ou acceptable. Le défenseur peut utilement déclarer que certaines actions « sous le seuil » auraient des conséquences sérieuses, même si elles ne seraient pas les mêmes que celles qui résulteraient du franchissement de la ligne rouge. Par exemple : afin de garantir que l'Iran n'ira pas jusqu'au bout de ce qui semble être, aux yeux de la communauté internationale, un projet nucléaire militaire, les responsables occidentaux pourraient utilement signaler que l'obtention d'un « engin nucléaire » (un prototype expérimental pouvant être testé, mais qui ne serait pas susceptible d'une utilisation militaire directe, notamment en raison de sa taille et de son poids qui l'empêcheraient d'être emportée par un missile ou un avion, d'une utilisation militaire directe) ou encore d'une « arme non assemblée » (l'ensemble des composants nécessaires à la fabrication d'une arme) ne serait pas sans conséquences sévères¹¹².

Quand les enjeux sont élevés, il ne faut jamais donner le sentiment que l'on renonce a priori à toute action militaire

Donner le sentiment que l'on hésite à employer la force peut sérieusement affaiblir l'effet dissuasif recherché. A propos de la protection des îles Senkaku/Diaoyu, le président Obama, après avoir affirmé que ces îles étaient protégées par les Etats-Unis (*cf. supra*), a malheureusement semblé reculer en réponse à une question : il a dit que l'Amérique pourrait ne pas vouloir « s'engager militairement ». Ceci a pu apparaître aux yeux de la Chine comme un signe d'hésitation¹¹³. Sur un sujet différent : même si

¹¹⁰ « NATO would respond militarily to Crimea-style infiltration: general », *Reuters*, 17 août 2014, <http://www.reuters.com/article/2014/08/17/us-ukraine-crisis-breedlove-idUSKBN0GH0JF20140817>

¹¹¹ *Wales Summit Declaration Issued by the Heads of State and Government participating in the meeting of the North Atlantic Council in Wales*, 5 septembre 2014, para. 72, http://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_112964.htm

¹¹² Il n'existe pas de définition officielle, universellement agréée, de ce qu'est exactement une « arme » nucléaire.

¹¹³ Roger Cohen, « Russia's Weimar Syndrome », *The New York Times*, 1^{er} mai 2014.

personne ne s'attendait à ce que les Etats-Unis emploient la force pour contrer les actions russes en Ukraine, peut-être n'était-il pas sage de déclarer explicitement, comme l'a fait le président Obama, que « la Russie ne sera pas dissuadée par la force militaire de procéder à une escalade »¹¹⁴.

Communiquer la ligne rouge en privé est souvent une bonne stratégie, même si ce n'est pas une panacée

La communication privée (par exemple, une lettre personnelle délivrée par un émissaire) a des avantages. Elle est un gage de sérieux aux yeux de celui que l'on cherche à dissuader, et déplace le dialogue dissuasif hors du tumulte du débat politique et de la scène internationale. De ce fait, elle aide le défenseur à éviter le piège de l'engagement décrit plus haut (tout en donnant à l'autre partie une certaine souplesse : elle ne se sentira pas obligée de franchir la ligne rouge pour l'honneur ou le prestige). Dans le même temps, pour les mêmes raisons – c'est tout le dilemme, comme on l'a vu plus haut – l'effet dissuasif peut s'en trouver affaibli si l'adversaire estime que la réputation du défenseur n'est alors plus en jeu, et qu'il sera plus libre de ne pas mettre à exécution sa menace... Ajoutons qu'une menace exercée de manière seulement privée et discrète pourra être moins prise au sérieux dans certaines cultures (ex. : la Chine) qui valorisent tout particulièrement les engagements publics solennels. Mais quoi qu'il en soit, la communication privée peut être dans tous les cas un bon moyen de clarifier, si nécessaire, les contours de la ligne rouge définie publiquement, ou de signaler à l'adversaire, le cas échéant, qu'il est sur le point de la franchir.

*

Les limites de la politique des lignes rouges sont celles de la dissuasion elle-même. Certains acteurs peuvent être inaccessibles à la logique traditionnelle de dissuasion pour des raisons structurelles (lorsqu'il s'agit d'un groupe terroriste non territorialisé, par exemple) ou circonstancielles (un dirigeant peut être non réceptif au dialogue dissuasif si sa rationalité est affaiblie du fait d'une affection psychologique, de l'excès de médicaments, de l'emprise de l'alcool, ou tout simplement – c'est souvent le cas – par le stress causé par la crise). Par ailleurs, certains domaines de la vie internationale se prêtent assez mal, par nature, à l'exercice de la dissuasion par le biais des lignes rouges : on pense par exemple au cyberspace, en raison des problèmes d'identification de l'attaquant et des effets non contrôlable de nombreuses actions dans ce domaine¹¹⁵.

La ligne rouge n'en reste pas moins un puissant instrument politique. Les expériences malheureuses et les échecs des dernières années ne doivent pas être considérés comme des raisons d'abandonner cet instrument, mais bien plutôt comme une incitation à l'améliorer – en d'autres termes, à développer et à raffiner « l'art de la ligne rouge ».

¹¹⁴ Cité in Dave Boyer, « Amid Russia's seizure of Crimea, Obama urges NATO members to 'chip in' », *The Washington Times*, 26 mars 2014.

¹¹⁵ Sur les limites de la politique des lignes rouges dans le cyberspace voir par exemple lieutenant-colonel John A. Mowchan, « Don't Draw the (Red) Line », *Proceedings*, vol. 137, n° 10, octobre 2011.

« Ligne rouge », « ligne dans le sable », « ligne jaune »... : aux origines d'une expression

L'origine de l'expression « ligne rouge » provient peut-être du franchissement par Jules César de la rivière Rubicon, qui tient son nom (provenant du latin *rubeus*) de la couleur des boues qu'elle charrie. Comme on le sait, César, en décidant de franchir ce cours d'eau, qui marquait la frontière entre la province de Gaule cisalpine et Rome, en 49 avant J.-C., avait commis un acte contraire à la loi romaine et franchi un point de non-retour dans sa rébellion contre Pompée. C'est à cette occasion qu'il avait dit, selon Suétone, « *le sort en est jeté* » (*alea jacta est*).

Mais le rouge étant traditionnellement associé au sang et donc à la violence (et, par extension, au danger), l'expression a peut-être des origines multiples.

A l'époque moderne, elle fut d'abord associée à la bataille héroïque de Balaclava (1854), qui avait opposé la Russie à une coalition internationale lors de la guerre de Crimée. Le correspondant du *London Times* William Russell avait décrit le régiment anglais, dont l'uniforme était rouge, faisant face aux forces russes, comme « *une mince bande rouge couverte d'acier* » (*a thin red streak tipped with a line of steel*). L'expression apparaît également à propos de cette bataille dans le poème de Rudyard Kipling *Tommy* (1892), qui évoque « *la mince ligne rouge des héros* » (*thin red line of heroes*).

La première apparition contemporaine de l'expression « ligne rouge » est l'Accord sur la Ligne Rouge de 1928, signé entre actionnaires de la *Turkish Petroleum Company*. La ligne en question avait été tracée à la main sur une carte par l'homme d'affaires arménien Calouste Gulbenkian ; elle définissait le périmètre à l'intérieur duquel aucune compagnie pétrolière n'avait le droit d'opérer de manière indépendante.

L'expression sera ensuite utilisée dans les années 1950 pour signifier la vitesse de rotation du moteur que pilotes d'avions et d'automobiles ne doivent pas franchir.

Depuis les années 1970, elle est appliquée à la diplomatie. En 1975, le ministre de la Défense israélien Ygal Allon avait utilisé l'expression « *ligne rouge* » pour définir la survie du pays aux yeux de Washington¹¹⁶. En 1976, pour dissuader la Syrie, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin avait tracé une ligne rouge au Sud-Liban, de Jezzine à Deir ez Zahrani, 25 kilomètres au nord du fleuve Litani, que Damas ne devait pas franchir¹¹⁷. En 1983, pour défendre le Tchad, la France avait tracé une « *ligne rouge* » de Mao à Abéché, le long du 15^{ème} parallèle (puis rehaussée l'année suivante au 16^{ème} parallèle), que les forces libyennes ne devaient pas franchir¹¹⁸.

L'expression (plus fréquemment employée en anglais qu'en français) « *ligne dans le sable* » (*line in the sand*) est voisine mais a un sens plus large. Elle est souvent décrite comme étant d'origine biblique, même si le texte auquel on se réfère pour justifier cette origine ne décrit pas clairement le tracé d'une ligne¹¹⁹. Elle suggère en tout cas une idée de défi, de choix irrémédiable, qui rappelle le « franchissement du Rubicon » décrit plus haut. Vers 168 avant J.-C., un envoyé romain, Gaius Popillius Laenas, avait tracé une ligne dans le sable autour du roi Antioche IV, l'enjoignant de ne pas

¹¹⁶ United Press International, « Allon Cautions US on Talks », 19 juin 1975.

¹¹⁷ Efraim Inbar, *Rabin and Israel's National Security*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 1999, p. 109.

¹¹⁸ Frank Jacobs, « The World's Largest Sandbox », *The New York Times*, 7 novembre 2011.

¹¹⁹ Dans l'évangile selon Jean (chapitre 8), Jésus écrit sur la terre, et met au défi scribes et pharisiens de lapider la femme adultère : « *Celui d'entre vous qui est sans péché, qu'il soit le premier à lui jeter une pierre* ».

la franchir avant d'avoir pris une décision quant à son intention d'attaquer Alexandrie. A Fort Alamo (1836), le colonel William Travis traça une ligne dans le sable, demandant aux volontaires de la franchir pour le rejoindre. Dans le roman *Tom Sawyer* (1876), Tom dessine une ligne du même type et défie un autre garçon de la traverser.

En français, on utilise volontiers (notamment dans la vie politique) l'expression « ligne jaune », qui nous vient du marquage routier (couleur en vigueur jusqu'en 1972). La ligne blanche discontinue à intervalle court de type T3 (tracés de 1,33 mètre), qui autorise seulement le dépassement des véhicules très lents, est traditionnellement appelée... « ligne de dissuasion ».